NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

92 Nº 8 1970

L'Église et l'avènement de la société industrielle

René COSTE

p. 849 - 874

https://www.nrt.be/es/articulos/l-eglise-et-l-avenement-de-la-societe-industrielle-1359

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

L'Eglise et l'avènement de la société industrielle *

L'une des caractéristiques essentielles de l'économie contemporaine, dans sa pointe avancée, est d'être une économie industrielle, à la fois condition et effet d'une société industrielle.

C'est même ce dernier concept qui est le plus caractéristique et c'est à son niveau que nous devons nous situer.

Une *société industrielle,* c'est bien *d'abord* une économie industrielle :

Une technologie qui a transformé radicalement l'activité humaine sur la matière, la machine se substituant de plus en plus, et avec toujours plus d'efficacité, à la force musculaire et à l'habileté manuelle : machine à vapeur, électricité, moteur à explosion, énergie nucléaire, ordinateurs, automation, toutes ces inventions s'additionnant et interférant les unes avec les autres pour créer une multitude d'applications et de professions inimaginables auparavant.

Une maîtrise sans cesse croissante de la nature : captation des énergies cachées dans la matière, conquêtes successives des espaces terrestres et maritimes, de l'espace aérien, de l'espace interplanétaire.

Le remodelage de la face de la terre : par la domestication des cours d'eau, l'aménagement d'immenses cités, la constitution de réseaux de communications de plus en plus serrés.

Mais c'est *aussi* une organisation nouvelle du travail et de l'existence individuelle et collective, un style de vie nouveau, une mentalité nouvelle : tout cela comme conséquences de l'industrialisation.

---

* Cet article reproduit en substance le chapitre VI d'un ouvrage consacré à la présentation et à l'appréciation critique de l'enseignement social de l'Eglise et qui paraîtra prochainement aux Editions ouvrières (Paris) sous le titre *Eglise et vie économique*. Nous publions ces pages avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

On voudra bien excuser le caractère fragmentaire et abrupt de nos notations. et cela d'autant plus qu'il leur manquera ici l'éclairage de l'ensemble du livre. Nous comptons les reprendre et les développer plus tard.

Les chapitres précédents de l'ouvrage annoncé montrent que la promotion des travailleurs doit les faire accéder au *pouvoir économique* et comment, par ailleurs, pour répondre aux besoins de l'homme vraiment adulte et solidaire de l'humanité entière, il importe de chercher des *modèles économiques* capables de concilier dynamiquement socialisation et liberté.

Abréviations employées pour les références en parenthèse dans le texte : *GS* = Constitution pastorale *Gaudium et spes* ; *MM* = Encyclique *Mater et Magistra.*

Pour que celle-ci fût possible, il a fallu rassembler des masses d'hommes en un même lieu de travail et logiquement sur un espace proche et restreint de résidence. Il a fallu organiser leur travail et leur coexistence, et cela avec toujours plus de complexité et de souplesse. Aussi l'*organisation* est-elle, même plus que la machine, l'un des critères primordiaux de la société industrielle [1].

La vie de l'homme, autrefois unitaire — puisqu'il résidait et travaillait sur le même lieu et au sein d'un groupe peu nombreux — s'est décomposée en plusieurs secteurs différenciés, qui le mettent en relations chaque fois avec des personnes différentes, où le choix est, en principe, le facteur déterminant.

Les anciens cadres ont craqué, les anciennes croyances ont sombré, lorsqu'elles n'ont pas été profondément repensées.

De nouvelles valeurs se sont substituées aux anciennes. Il ne s'agit plus de résignation, mais de conquête. Le vrai et le beau, sans être nécessairement oubliés, ont cédé la place à l'efficacité, qui peut être aussi bien la réalisation d'un meilleur procédé de fabrication que la recherche de la richesse pour son propre compte. La réalité de la puissance n'appartient ni au propriétaire, ni au militaire, mais au technocrate. Puisqu'on peut transformer la terre et rendre la vie agréable, pourquoi s'occuper encore du ciel ? La religion est reléguée dans les églises et qui est-ce qui les fréquente ?

A part quelques contestataires, qu'on ne prend guère au sérieux, et ceux et celles qu'effraient la nouveauté, l'humanité entière semble

---

1. Certains des caractères essentiels de la société industrielle annoncent déjà ceux qui semblent devoir être les critères de l'étape qui lui succédera : la *société post-industrielle*. R. GARAUDY définit celle-ci comme « une société dans laquelle l'organisation systématique de la recherche et de la connaissance scientifique tend à devenir la force productive essentielle » (*Le grand tournant du socialisme*, Paris, 1969, p. 59). N'est-ce pas ce que nous vérifions dès maintenant ? Mais nous sommes d'accord : ce sera encore plus vrai et plus significatif dans la société de demain.

L'expression *société post-industrielle* serait due à Daniel BELL, dans son livre, *The Reforming of General Education*. Le *Hudson Institute*, fondé par Herman KAHN et Anthony WIENER, se préoccupe d'en scruter les traits. Ce seraient la prédominance des secteurs tertiaire (services) et quaternaire (fondations, recherches désintéressées, culture) par rapport aux secteurs primaire (agriculture) et secondaire (industrie) ; la pénétration de la cybernétique dans l'ensemble de l'industrie ; la promotion des systèmes d'éducation comme principaux facteurs du progrès ; la rapidité des communications, tellement accélérées que le temps et l'espace ne constitueront plus des obstacles majeurs ; la forte diminution des écarts entre les revenus, etc. Un pays accéderait au niveau post-industriel lorsque son revenu par tête dépasserait 4.000 dollars par an. On prévoit que les Etats-Unis parviendront, dans une trentaine d'années, au chiffre de 7.500. Alors la semaine de travail ne comprendrait que quatre journées de sept heures et il n'y aurait que 147 jours de travail par an (cfr J.-J. SERVAN-SCHREIBER, *Le défi américain*, Paris, 1967, p. 43-48).

En ce qui concerne l'approche théologique du phénomène d'urbanisation dans la société industrielle, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de J. COMBLIN, *Théologie de la ville*, Paris, 1968.

d'accord pour une option en faveur de la société industrielle. Les hommes du Tiers Monde en veulent son industrialisation. Ceux des pays économiquement développés insistent, les uns, sur l'initiative individuelle, les autres sur l'initiative globale. Mais la cité communiste comme la société capitaliste se déclarent des sociétés industrielles. Aucune, d'ailleurs, ne l'est complètement. Partout, même aux Etats-Unis, il reste des îlots attardés et les déséquilibres entre les divers secteurs de la vie économique sont souvent considérables.

La première question qui se pose pour l'Eglise à son sujet est la suivante : Y est-elle *étrangère ou* peut-elle, de nouveau, s'y rendre *fraternelle* ?

Si la réponse est affirmative, une seconde en résulte : Que peut-elle y apporter ? Le seul point que nous expliciterons, à cette place, sera celui-ci : *Jalons pour une morale de la croissance économique.*

I. — Etrangère ou fraternelle ?

Une étude récente sur le rôle de l'Eglise dans les pays scandinaves se terminait ainsi : « l'Eglise apparaît partout de plus en plus étrangère à ce qui fait le prix de la vie, impuissante à conférer un sens à l'expérience vécue par la multitude. S'il existe de par le monde une Eglise du silence, ne serait-ce pas en Scandinavie, là où personne ne lui dénie le droit de parole mais où, qu'elle parle ou qu'elle se taise, elle n'éveille plus guère l'attention ? Y a-t-il pire silence ? ... Partout dans le monde, la science et la technologie, le travail et l'organisation risquent de produire tôt ou tard des effets analogues. Ne serait-il pas temps de tirer parti de l'expérience scandinave [2] ? »

Telle sera la question à laquelle nous chercherons une réponse dans ce paragraphe.

On connaît le courant de pensée dit de la cité séculière, qui, malgré son ambiguïté radicale chez nombre de ses représentants, a, du moins, le mérite de poser nettement le problème de la présence et du rôle de l'Eglise dans la société industrielle. Tout en reconnaissant la valeur de leur apport, nous avons dénoncé ailleurs leur erreur de proposer une nouvelle confusion du politique et du religieux, tout aussi dangereuse que les anciennes, et d'aboutir, en fait, à une Eglise mondanisée, infidèle à sa mission propre de sanctification du monde.

Nous ajouterons maintenant qu'ils connaissent insuffisamment la société industrielle et qu'ils la voient, sans s'en rendre compte, à travers une optique cléricale.

---

2. P. Delooz. *Eglise et société sécularisée*, dans *IDOC*, n° 15, p. 94.

L'homme de cette société industrielle n'est pas tout à fait ce qu'ils croient. Il ne reproche pas à son interlocuteur d'adhérer à une religion et d'en témoigner, il n'en est même nullement gêné, — à la condition évidemment qu'il ne veuille pas la lui imposer —, s'il constate qu'il est comme lui un homme de la société industrielle, qu'il y exerce des responsabilités, ou que, du moins, il en comprend les valeurs et les problèmes. Il accepte sans difficulté l'existence d'une institution religieuse, pourvu qu'elle fasse preuve de la même ouverture. Si elle se comporte ainsi, la seule chose qu'il lui reprocherait, ce serait de masquer sa véritable identité, car il déteste l'hypocrisie, même s'il n'est pas toujours lui-même un modèle de sincérité. La vue d'un clocher ou d'une façade d'église ne l'offusque nullement. Ce qu'il demande, c'est seulement qu'on ne le pousse pas à y entrer, s'il n'en a pas l'intention. Il comprend parfaitement qu'une religion a besoin d'être signifiée aux yeux des hommes. Ce qu'il refuse, c'est l'ostentation et le triomphalisme, mais non pas le témoignage.

On a l'impression que certains théoriciens n'ont rencontré que des hommes imprégnés d'idéologie scientiste ou matérialiste ou traumatisés par quelque expérience religieuse malheureuse. De tels hommes existent, mais, en eux-mêmes, ils ne sont nullement représentatifs de la société industrielle. Ils en attestent seulement un stade révolu, celui du XIXe siècle.

L'homme véritable de la société industrielle se situe au-delà. Le thème de la sécularisation n'a aucun intérêt pour lui et on fait fausse route, si on croit que, pour l'atteindre, il faut renoncer à un témoignage explicite de son christianisme et dépouiller l'Eglise de ces signes sans lesquels sa voix ne serait perçue que par quelques rares initiés, plus tentés par le ghetto que par un témoignage en pleine humanité. Lui-même pourra se trouver parfaitement à l'aise dans sa foi et y puiser le sens dont il a besoin pour une activité souvent épuisante, même s'il se perçoit en porte-à-faux à l'égard d'une Eglise enfermée dans ses problèmes internes, parlant un langage démodé ou partisan, maladivement inquiète sur elle-même, se demandant anxieusement ce qu'elle est et ce qu'est sa mission. Tel est le visage avec lequel elle lui apparaît trop souvent à travers des prêtres ou des chrétiens — soi-disant d'avant-garde ou conservateurs apeurés — qu'ils lui arrive de rencontrer ou des articles tapageurs, que journaux et revues lui fournissent avec empressement.

Qu'on se présente donc à lui en vérité, sans aucun complexe d'infériorité, en se tenant aussi éloigné d'une fausse complaisance que de l'attitude du redresseur de torts qui a jugé avant d'avoir entendu ! Il est habitué à la contestation et à des tensions de toutes sortes, car il doit les affronter quotidiennement dans son activité professionnelle. L'affrontement d'un adversaire ne l'effraie pas. Ce qu'il veut seule-

ment — et ce sans quoi on ne réussira pas à se faire entendre de lui —, c'est qu'on comprenne ses valeurs et ses problèmes.

*
* *

N'importe qui éprouve le besoin d'être compris, apprécié pour ses qualités et ses victoires, encouragé dans ses difficultés, au moins par quelques interlocuteurs auxquels il tient particulièrement. Il en est ainsi de l'homme de la société industrielle pour les responsabilités qu'il y exerce.

La compréhension et l'estime qu'il attend, c'est avant tout pour les valeurs qui sont les siennes et dont la concrétisation lui demande souvent un rude effort. Qu'il tienne à l'argent et même avec excès, il n'en disconvient pas, mais il ressentira comme une injure qu'on le lui reproche comme l'unique motivation de sa vie et qu'on ne voit pas qu'il est attaché à des valeurs authentiques, dont il a raison de penser qu'elles répondent aux aspirations et aux besoins des hommes de notre temps et qu'elles peuvent devenir une transposition particulièrement adaptée des exigences évangéliques.

Ces valeurs, quelles sont-elles ? Sans prétendre à une énumération exhaustive, on peut sans hésiter nommer les suivantes :

a) La foi en la croissance économique, comme loi fondamentale de l'économie, comme condition de la libération des hommes, comme création indéfinie de richesse, comme possibilité de victoire définitive sur la pauvreté, avec la conviction que cette croissance peut être à la fois audacieuse et maîtrisée, de telle sorte qu'on évite au moins les déséquilibres intolérables [3].

b) La foi au progrès scientifique et technique, qui exalte l'intelligence du savant, l'esprit d'initiative et le goût du risque de l'entrepreneur qui industrialise les découvertes, ainsi que l'habileté du technicien, et qui est à l'origine de la croissance économique.

c) La foi en l'intelligence et en ses merveilleuses potentialités, car on se rend compte que le dynamisme de l'économie dépend avant tout des cerveaux de ses savants, de ses ingénieurs, de ses *managers*, et que les recherches en apparence les plus désintéressées, par exemple en physique théorique ou en biologie fondamentale, seront celles qui auront les plus considérables répercussions sur l'industrie de l'avenir.

---

3. « La croissance économique, liée à l'augmentation de la productivité du travail, constitue, avec la fission nucléaire, le phénomène le plus radicalement nouveau de l'histoire humaine. Le revenu national, dans les pays industriels, double en quinze ou vingt ans. Dès maintenant, si le manœuvre se contentait du niveau de vie de son ancêtre, il lui suffirait de travailler une heure et demie par jour » (J.-J. SERVAN-SCHREIBER et M. ALBERT, *Ciel et terre*, Paris, 1970, p. 57).

d) **La foi en l'organisation — puissamment aidée de nos jours par les** ordinateurs électroniques —, qui seule a permis, par exemple, le prodigieux exploit qu'a constitué le premier débarquement d'hommes sur la lune, et qui pourrait permettre, si on le voulait, de résoudre rapidement le drame du Tiers Monde : science capitale pour la solution des problèmes gigantesques de l'humanité de demain, fondée sur la prévision et la prospective.

e) La foi en la créativité, en l'innovation, en la compétitivité, comme stimulatrices de la croissance économique.

f) La foi en l'efficacité, en tant que critère essentiel de la valeur des hommes et des méthodes : ce qui risque d'entraîner le mépris de tout ce qui ne donne pas de résultats tangibles et paraît nuisible à la croissance économique.

g) La foi en la rigueur scientifique.

h) La foi en la formation des hommes en vue des buts spécifiques de l'économie, parce qu'on constate toujours plus que son progrès est en fonction directe de leurs compétences professionnelles et que celles-ci ne peuvent être obtenues que par le moyen d'une longue et pour ainsi dire permanente formation.

i) Le sens du service, au moins en tant que contribution à la marche de l'entreprise et comme moyen de donner satisfaction aux clients, et donc de les conserver et d'en attirer de nouveaux.

j) Le sens de la solidarité, au moins au sein de l'entreprise et de l'économie nationale : non pas nécessairement par altruisme, mais parce qu'on y voit son intérêt.

De telles valeurs, et d'autres encore, sont caractéristiques de la société industrielle. Quoique avec d'indiscutables variantes, surtout pour certaines, on les retrouve aussi bien dans l'économie planifiée de l'Union soviétique que dans l'économie concurrentielle des Etats-Unis ou de l'Europe occidentale.

Elles sont, certes, prisées surtout par les dirigeants et les cadres de la finance, de l'industrie et du commerce : c'est-à-dire par tous ceux que l'on range habituellement sous les termes de *technostructure* ou de *management*. Mais est-ce là une raison pour les déprécier ? Si l'on doit dénoncer vigoureusement la technocratie et le bureaucratisme, qui sont des malformations pathologiques, il faut soigneusement éviter d'atteindre par la condamnation ce qui est compétence technique, spécialisation authentique et complexité de l'organisation. Certains anathèmes sommaires sont injustes et trahissent une ignorance profonde des réalités inéluctables de la société industrielle, et qui en constituent la chance, même si elles renferment des risques de déshumanisation, qu'il est, en fait, possible d'éviter. Sans ces spécialisations et cette complexité, notre civilisation aurait tôt fait de sombrer dans le chaos. Sans elles des multitudes humaines continueraient à croupir dans la misère, sur des montagnes de minerais ou d'énormes nappes de pétrole.

Ce qu'il faut exiger des *managers*, c'est seulement qu'ils acceptent de partager leur pouvoir avec les travailleurs et qu'ils s'efforcent de comprendre leurs aspirations — notamment de favoriser leur promotion sociale — et de se mettre loyalement à leur service. Il faut être juste à leur égard, tout autant qu'on doit exiger qu'ils le soient à l'égard des autres.

Nous estimons que ces valeurs sont vécues également — quoique avec des nuances particulières — par les techniciens et même les simples ouvriers, dans la mesure où on leur confie un travail épanouissant et où on leur permet de devenir des éléments responsables de la croissance économique. Les travailleurs ne récusent pas la société industrielle — où ils sont dans leur élément naturel —, mais seulement les systèmes qui l'accaparent au profit d'une minorité. Ils ne demandent, au contraire, qu'à en être reconnus comme des citoyens à part entière afin de la modeler dans le sens de cette solidarité qui est leur plus grande richesse et leur apport le plus remarquable à l'humanité planétisée.

Ces valeurs, doivent-elles être acceptées telles quelles ? C'est un tout autre problème. Sauf quelques restrictions, nous les avons présentées uniquement sous leur aspect positif. Dans la réalité, elles sont toutes ambiguës et il faut dénoncer cette *ambiguïté*.

La croissance économique, par exemple, est, certes, un souci légitime, mais, quand elle n'est pas orientée vers le profit de tous et qu'elle ne cesse d'engendrer des laissés pour compte, ne devient-elle pas ainsi un trompe-l'œil en faveur de l'égoïsme des nantis et une exploitation des autres [4] ?

De même, comment ne pas applaudir au souci de l'efficacité, mais, quand il ne recule devant aucun moyen pour aboutir à ses fins, et quand il méprise les pauvres, les infirmes, ou ceux qui consacrent leur vie à la prière, comment ne pas lui reprocher son cœur de pierre ?

La compétitivité, quelque légitime qu'elle soit en elle-même, ne conduit-elle pas féquemment à une lutte féroce où l'on n'hésite pas à recourir aux coups les plus bas ?

---

4. J.-J. Servan-Schreiber et M. Albert déclarent : « Désormais, c'est moins la structure d'autorité qui est efficace que la liberté d'initiative dans tous les domaines. Le maintien des hiérarchies héréditaires est un frein au développement, alors que la diffusion des responsabilités et les mesures vers l'égalité sont motrices. La confiance est plus féconde que la méfiance, la transparence et la vérité plus efficientes que le secret et le mensonge, dans l'entreprise comme dans la collectivité. En un mot, le progrès technique et économique ne se conçoit plus sans un progrès de la morale entre les hommes. Une géométrie entièrement nouvelle des relations sociales doit apparaître » (*Ciel et terre*, p. 57). C'est profondément juste. Il faut en donner acte aux deux auteurs. Le parti politique dont ce livre est devenu le Manifeste saura-t-il concrétiser une telle hauteur d'intention ? L'avenir nous le dira.

D'une façon générale, quel est l'homme que l'on veut promouvoir ? L'homme de puissance, donc une élite ? L'homme satisfait de l'opulence de la société de consommation ? Ou bien, l'homme ouvert à autrui, aux grandes questions du sens de la vie et de l'humanité, à la recherche de la vérité et du service, prêt à se sacrifier par fidélité à ses convictions ?

Cependant, l'indispensable critique ne conduira jamais à refuser ce qui est valeur authentique. L'homme de la société industrielle peut invoquer une réelle authenticité. Il faut lui en donner acte.

Il faut aussi comprendre ses difficultés et se rendre compte de l'énormité du travail, des soucis, des échecs, des tentations de découragement, qui composent la vie des meilleurs *managers*. Eux aussi ont besoin de recevoir nos encouragements, d'autant plus que leur tâche est vitale pour la construction d'un monde meilleur.

C'est seulement si on comprend ses valeurs propres et ses difficultés que l'homme de la société industrielle pourra être contesté à bon escient et invité à une conversion exigeante. Nous l'avons vu, ses valeurs renferment bien des scories et on n'a pas le droit de le laisser dans ses illusions ou sa mauvaise foi, mais il serait injuste de lui adresser des reproches qu'il ne mériterait pas et on serait incapable de lui signaler les points où son effort de conversion doit s'insérer. Or, il est vital pour elle-même que la société industrielle ne se trompe pas sur les valeurs de référence qu'elle choisit et qu'elle opère à temps les redressements indispensables.

*
* *

Est-ce exact que l'homme de la société industrielle n'attend rien de l'Eglise ?

Celui qui ne la connaît pas, celui qui n'a rencontré qu'une Eglise sclérosée, celui qui est victime de préjugés antireligieux : sans doute ? C'est vrai de beaucoup, mais est-ce vrai de tous ? Peut-on le dire génériquement de l'homme de la société industrielle ? Nous ne le pensons pas.

L'auteur de l'article que nous citions, au début de ce paragraphe, ajoutait : « En moins de deux générations, grâce à la science et à la technologie, grâce au travail et à l'organisation, les pays nordiques sont arrivés à instaurer ce qu'on est convenu d'appeler une société d'abondance pour tous ou presque tous. Mais l'abondance porte avec elle son propre défi. L'abondance pour quoi faire [5] ? »

5. *IDOC*, n° 15, p. 94.

Quand il s'accorde le temps de penser, quand il se heurte à des difficultés particulières, quand il analyse les redoutables contradictions du monde contemporain, l'homme de la société industrielle ne peut pas en effet éviter de se poser, quoique avec les nuances spéciales, les questions vitales de l'homme de tous les temps : « Qu'est-ce que l'homme ? Que signifient la souffrance, le mal, la mort, qui subsistent malgré tant de progrès ? A quoi bon ces victoires payées d'un si grand prix ? Que peut apporter l'homme à la société ? Que peut-il en attendre ? Qu'adviendra-t-il après cette vie (*GS* 10, § 1) ? » L'une des limites du marxisme, avec ses prétentions à une science totale, est précisément de laisser l'homme désemparé devant le mystère de la mort et d'arrêter radicalement ses interrogations par rapport à ses origines. Peut-on se satisfaire d'une brève parenthèse de lumière entre deux murs de silence impénétrable ?

Si l'homme de la société industrielle refuse — et avec raison — l'inquiétude maladive qui paralyse la pensée et l'action, s'il est loyal, il ne peut éviter, au moins à certains moments, de percevoir une inquiétude d'une extrême densité au plus profond de lui-même. Ni la société d'abondance dont il jouit déjà et qu'il veut peut-être sincèrement préparer pour l'humanité entière, ni les plus belles victoires de la science et de la technologie ne peuvent le satisfaire. Qu'il le veuille ou non, il recherche une *sagesse* :

> Plus que toute autre, notre époque a besoin d'une telle sagesse pour humaniser ses propres découvertes, quelles qu'elles soient. L'avenir du monde serait en péril si elle ne savait pas se donner des sages. Pourquoi ne pas ajouter cette remarque : de nombreux pays, pauvres en biens matériels, mais riches en sagesse, pourront puissamment aider les autres sur ce point (*GS* 15, § 3).

En ce qui concerne cette dernière remarque, on peut évoquer, par exemple, l'attrait exercé à juste titre par la sagesse indienne, bien qu'à première vue elle soit aux antipodes des besoins de la société industrielle, sur tant d'esprits pleinement engagés dans cette société, notamment sur un Robert Oppenheimer, lui-même devenu pour beaucoup un maître à penser.

Sur un plan général, comment expliquer, par exemple, le prestige d'un Jean Rostand, d'un Gaston Berger, d'un Louis Armand, d'un François Perroux, d'un Jean Fourastié, d'un John Kenneth Galbraith, d'un Karl Marx, d'un Teilhard de Chardin, et même d'un saint Thomas d'Aquin, dont la rigueur de pensée a séduit maints scientifiques, une fois dépassées les premières difficultés d'un langage très différent du nôtre ? Tous ces hommes, à des titres divers, sont des maîtres de sagesse pour nombre de nos contemporains. Chez Marx, ne cherchent-ils pas bien autre chose que de simples théories économiques? Et, si un

Teilhard de Chardin a rencontré une telle audience, c'est sans doute parce qu'il était auréolé de la gloire du savant, mais, à part quelques spécialistes, qui est-ce qui lit encore ses écrits scientifiques, alors que ses autres œuvres connaissent une diffusion qui ne cesse de se poursuivre ?

Avec la foi qui est la sienne et sa conscience aiguë de la mission qu'elle a reçue de Jésus-Christ, l'Eglise ne peut pas ne pas percevoir ce besoin profond de l'homme de la société industrielle et ne pas y voir comme un appel au moins implicite qui lui est adressé : « L'Eglise affronte aujourd'hui une tâche immense : donner un accent humain et chrétien à la civilisation moderne, accent que cette civilisation même réclame, implore presque, pour le bien de son développement et de son existence même (*MM* 260)». C'est ce que le chrétien de la société industrielle attend effectivement d'elle et c'est ce dont l'homme de cette société a réellement besoin. C'est aussi ce que doit être la projection concrète de sa propre mission surnaturelle dans cette société, qui est la nôtre : la pénétration dans tous ses rouages d'un esprit à la fois humain et chrétien, et non pas une cléricalisation.

Mais, qu'il se tourne le premier vers l'Eglise ou qu'elle prenne elle-même les devants, l'homme n'acceptera plus d'elle un enseignement autoritaire. Ce qu'il veut, c'est un dialogue où il soit d'abord écouté, compris et encouragé, où il ne soit contesté qu'à bon escient, où il constate qu'elle attend quelque chose de lui pour devenir vraiment l'Eglise de la société industrielle, sans y être aucunement inféodée.

*
* *

Pour elle, cet appel du monde moderne, qui est souvent une remise en cause de son utilité, est une chance magnifique d'y témoigner de Jésus-Christ, dont sa confession de foi lui affirme qu'il est *le Seigneur Dieu, Celui qui est — qui était — et qui vient, le Maître-de-tout* (*Ap 1*, 8). La saisira-t-elle avec l'avidité d'un saint Paul en présence de la société païenne du bassin méditerranéen de son temps ? Profitera-t-elle de la contestation dont elle est l'objet pour opérer, dans l'esprit de Jésus-Christ, les réformes nécessaires ?

La papauté et la majorité de l'épiscopat et du clergé européens des trois premiers quarts du XIXe siècle n'ont pas su saisir la chance qui était alors la leur, et qui s'était manifestée avec éclat durant les premiers mois du pontificat de Pie IX. Traumatisés par la Révolution française, nostalgiques d'un Ancien Régime qu'ils idéalisaient, attachés à des privilèges désuets, élevés en milieu fermé, nourris d'une philosophie sclérosée et contestable, ignorant les courants phi-

losophiques nouveaux, vivant généralement dans une société conservatrice, ils ne se rendaient pas compte des aspirations et des besoins nouveaux que tout les portait à suspecter, et ils ne mesuraient guère l'ampleur du phénomène d'industrialisation et de ses conséquences. Pie XI devait déclarer un jour que l'Eglise a perdu la classe ouvrière au XIXe siècle. En fait, elle avait été étrangère à sa naissance. Et si, à cette époque-là, elle se réconcilia avec une partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie, ce fut, à l'origine, pour des raisons ambiguës, les classes possédantes découvrant tout à coup en elle une force qu'elles estimaient capable de les aider à contenir avec succès la montée révolutionnaire des masses.

Dans ce contexte historique, le *Syllabus* avait été un grand malheur. Certes, Pie IX avait raison de vouloir dénoncer les fausses valeurs et les antivaleurs du monde moderne, mais il le faisait sans un discernement suffisant. En rejetant en bloc ce que ce monde avait de plus caractéristique, il commettait l'erreur de repousser des valeurs authentiques, qui avaient simplement à être purifiées de leurs scories ou débarrassées de leur gangue pour devenir aptes à être christianisées et à recevoir droit de cité dans l'Eglise.

C'est Léon XIII qui, après quelques années de pontificat, a amorcé le tournant : nettement sur le plan politique et économique, avec une certaine timidité sur le plan culturel. Depuis, sauf une période de réticence sous le pontificat de Pie X, l'ouverture n'a fait que s'élargir. Benoît XV, Pie XI et Pie XII ont voulu manifester le plus grand accueil aux valeurs nouvelles. Ce dernier, en particulier, était passionné par les progrès de la science et de la technologie, dont il voyait avec netteté l'importance décisive pour l'avenir de l'humanité. Il ne lui manqua qu'une meilleure perception de leurs conséquences concrètes pour la société industrielle et pour l'Eglise et peut-être surtout un style adapté au monde moderne, qui ne peut être qu'un style dialogal. Jean XXIII a remarquablement trouvé le ton qui convenait, et c'est ce qui explique l'audience exceptionnelle qu'il a rencontrée; les encycliques *Mater et Magistra* et *Pacem in terris,* par leur style aussi bien que par leur contenu, sont vraiment le langage que l'Eglise devait tenir à une société industrielle, même si on aurait pu souhaiter une formulation plus théologique, au moins pour les chrétiens : la première sur le plan de l'économie, la seconde sur celui de la politique. On doit en dire autant de la constitution *Gaudium et spes* : moins percutante pour le grand public, mais plus dense théologiquement. C'est bien avec la société industrielle que ses rédacteurs ont voulu dialoguer et la description qu'ils en ont donnée dans leur exposé préliminaire (4-10) constitue un ensemble remarquable. Le souci d'une Eglise dialogale est tout aussi marqué par Paul VI dans *Ecclesiam suam* (notamment

67, 77, 81-93). Nous retiendrons cette magnifique formulation : « L'Eglise doit entrer en dialogue avec le monde dans lequel elle vit. L'Eglise se fait parole ; l'Eglise se fait message ; l'Eglise se fait conversation (67)».

Est-ce à dire que l'effort entrepris soit suffisant ? Nous ne le pensons pas. Le dialogue entamé doit être intensifié à tous les niveaux de la pensée et de l'action afin de nourrir une théorie et une praxéologie, l'une et l'autre d'esprit chrétien et étroitement interconnectées, qui répondent aussi bien que possible aux besoins et aux problèmes de la société industrielle. Il s'agit d'une immense entreprise, réclamant la collaboration de tous, très heureusement décrite par Vatican II :

> L'Eglise... a particulièrement besoin de l'apport de ceux qui vivent dans le monde, qui en connaissent les diverses institutions et en épousent les formes mentales, qu'il s'agisse des croyants ou des incroyants. Il revient à tout le peuple de Dieu, notamment aux pasteurs et aux théologiens, avec l'aide de l'Esprit Saint, de scruter, de discerner et d'interpréter les multiples langages de notre temps et de les juger à la lumière de la parole divine, pour que la vérité révélée puisse être sans cesse mieux perçue, mieux comprise et présentée sous une forme plus adaptée (*GS* 44, § 2).

*

* *

L'Eglise contemporaine se veut donc une Eglise dialogale, même si certains de ses éléments, trop attachés au passé, font encore preuve de trop de raideur : une Eglise fraternelle, pleinement présente au sein de la société industrielle. Elle prend au sérieux le monde dans sa modernité économique. Elle reconnaît hautement le dynamisme de notre temps : en particulier, en ce qui concerne l'élan qu'il donne à la promotion des droits de l'homme (*GS* 41, § 3), le mouvement vers l'unité qui anime l'humanité entière, en dépit des plus graves affrontements, ainsi que les progrès de la socialisation et de la solidarité au plan civique et économique (*GS* 42, § 3). Elle n'hésite pas à dire combien il lui doit pour elle-même (*GS* 44, § 3) et elle se veut un facteur d'humanisation : « l'Eglise croit pouvoir largement contribuer à humaniser toujours plus la famille des hommes et son histoire (*GS* 40, § 3)».

Mais, en vertu de sa mission prophétique, elle doit être aussi l'*Eglise qui conteste* tout ce qu'il y a d'ambiguïté dans la société industrielle : de fausses valeurs, d'absolutisations indues, de distorsions déshumanisantes (*MM* 249-252). Tout en encourageant de toutes ses forces la croissance économique, elle ne doit cesser de répéter la grande et terrible parole, qui nous donne la juste mesure

des choses : *que sert à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme ? Ou bien que donnera l'homme en échange de son âme* (*Mt, 16,* 26 ; cfr *MM* 251) ?

Un slogan publicitaire affirme avec raison : « Au volant, la vue c'est la vie ». Gaston Berger recourait à une image analogue pour exprimer la lucidité indispensable à l'homme de la société industrielle : « Notre civilisation est comparable à une voiture qui roule de plus en plus vite sur une route inconnue, lorsque la nuit est tombée. Il faut que ses phares portent de plus en plus loin si l'on veut éviter la catastrophe [6] ».

Tout en utilisant, comme les autres hommes, toutes les ressources de son intelligence et de son imagination, le chrétien croit qu'il peut bénéficier, pour les questions vitales de son existence et de celle de l'humanité, de l'éclairage de la Parole de Dieu en Jésus-Christ et que l'Eglise a reçu mission de la lui transmettre. Quant au non-chrétien, il serait regrettable qu'il refusât de profiter d'une sagesse qui se propose fraternellement et qui recherche le dialogue avec lui.

II. — Jalons pour une morale de la croissance économique

Nécessité d'une morale

La croissance économique, nous l'avons noté au passage, n'engendre pas nécessairement le mieux-être et le plus-être de tous. Trop aisément il lui arrive d'être accaparée au profit de quelques-uns ou limitée à des objectifs de confort et de puissance qui méconnaissent les valeurs les plus hautes d'humanisation et à fortiori de christianisation. Elle exige une morale, qui dénonce toutes les tentatives d'accaparement et pose des jalons pour une action responsable et solidaire. Des hommes d'horizons très divers le reconnaissent et s'efforcent de le faire comprendre à l'opinion publique et surtout aux dirigeants de la politique et de l'économie [7].

---

6. Dans *Encyclopédie Française,* t. XX, *Le monde en devenir* (ouvrage collectif), Paris, 1957, p. 20.54.12.

7. Cfr P.-F. Drucker, *La pratique de la direction des entreprises,* trad. fr., Paris, 1957 ; *Encyclopédie française,* t. XX, *op. cit* ; t. IX, *L'univers économique et social* (ouvrage collectif), Paris, 1960 ; F. Perroux, *L'économie du XXe siècle,* Paris, 1961 ; J.-K. Galbraith, *L'ère de l'opulence,* trad. fr., Paris, 1961 ; J. Fourastié, *Le grand espoir du XXe siècle,* Paris, 1963 ; *Essais de morale prospective,* Paris, 1963 ; O. Gélinier, *Morale de l'entreprise et destin de la nation,* Paris, 1965 ; J.-K. Galbraith, *Le Nouvel Etat industriel,* trad. fr., Paris, 1967 ; F. Perroux, *Le pain et la parole,* Paris, 1969 ; J. Fourastié, *Lettre à quatre milliards d'hommes,* Paris, 1969 ; Varenne (Mouvement des Cadres, Ingénieurs et Dirigeants Chrétiens), *Morale et management,* Paris, 1969 ; L. Stoleru, *L'impératif industriel,* Paris, 1969 ; J. Dubois, *Les cadres dans la société de consommation,* Paris, 1969.

La conscientisation est loin d'être très avancée, à la fois à propos de l'exigence elle-même et de ses implications concrètes, car beaucoup mesurent encore très mal la portée révolutionnaire que représente pour l'humanité le passage — effectif jusqu'ici dans le plus privilégié de ses secteurs, potentiel dans le monde entier — d'une économie de subsistance à une économie d'abondance, d'une économie stagnante à une économie de croissance continue. Ils ne voient pas, par exemple, que, dans une société industrielle, il faut laisser tomber les branches mortes de l'économie (entreprises en perte de vitesse suffisamment démontrée, méthodes agricoles préindustrielles), dont le maintien artificiel est un handicap pour la communauté globale, mais accorder l'aide la plus large aux travailleurs atteints par l'évolution technologique : soit pour leur permettre une retraite décente (les plus âgés), soit pour leur faciliter l'accès à une autre activité rémunératrice, où souvent, grâce au recyclage, ils bénéficieront d'un épanouissement supérieur. Ils ne voient pas non plus que dans une telle société il serait possible et qu'il devient donc obligatoire d'instituer un revenu minimum garanti qui permettrait à tous ses membres (chômeurs, vieillards, infirmes, etc.) — et même à tous les habitants du territoire, c'est-à-dire aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux — d'être assurés du minimum vital, en toutes circonstances. (Ce ne sont là que deux exemples parmi les plus caractéristiques.)

Le mot *morale* fait peur à certains, car il évoque pour eux une casuistique tâtillonne, des tabous surannés, des formules figées depuis des siècles, des règles inhibitrices de toute liberté, des fantômes apeurés qui frôlent les murailles. Si elle s'est trop souvent présentée sous ce masque, il ne s'agissait que d'une caricature. La vraie morale est, au contraire, appui de la liberté, invitation incessante au dépassement, points de repère pour une action conquérante, prise en charge généreuse de notre responsabilité solidaire. Pour ceux qui le voudraient, on pourrait aisément trouver d'autres expressions : par exemple, idéal, dynamique humaine, dynamique de l'action responsable, etc. Dans ce sens, on pourrait parler d'une *dynamique humaine de la croissance économique*. Cependant, comme le mot traditionnel est encore largement accepté, même par les penseurs les plus modernes, nous le conserverons, en lui restituant sa véritable et noble signification, et nous continuerons à parler de *morale de la croissance économique*.

*
* *

S'agissant de l'Eglise, en raison de sa mission spécifique, c'est un éclairage évangélique qu'elle doit apporter à l'élaboration de cette morale.

La Parole de Dieu à l'humanité a été accueillie, assimilée et transmise par des hommes qui vivaient dans une économie stagnante et de subsistance. Jésus-Christ lui-même, tout en visant l'homme de tous les temps, devait parler un langage directement compréhensible par ceux qui furent ses témoins immédiats. Sinon, ils n'auraient pas été capables de porter à son sujet un témoignage véridique. Ne devait-il pas, d'ailleurs, pour la vérité de l'Incarnation, être l'homme d'une époque et d'un milieu déterminés, afin d'être en tout semblable à nous, éprouvé comme nous, *à l'exception du péché,* comme dit si profondément l'auteur de l'*Epître aux Hébreux* (*4,* 14)?

L'Eglise s'est trouvée dans une situation substantiellement analogue jusqu'au XIXe siècle : celle d'une économie de subsistance — et donc de misère — pour la masse de la population, à l'exclusion d'une minorité de privilégiés. Jusqu'aux dernières décennies, on pouvait même douter de la permanence de la croissance amorcée au siècle dernier et la terrible secousse de 1929 ne fut conjurée qu'après des années d'efforts.

Il n'en est plus ainsi à présent. La croissance économique est devenue, grâce aux progrès de la technologie et de l'organisation, la loi de l'économie de la société industrielle et il est permis d'assurer qu'elle pourrait devenir, si on le voulait, celle de toute l'économie mondiale. La tâche nouvelle de l'Eglise est de témoigner que le message de Jésus-Christ, prononcé et vécu dans une économie archaïque et de subsistance, est toujours aussi actuel dans une économie technologiquement avancée et d'abondance : qu'il y répond aux besoins de l'homme, qu'il y éclaire un comportement responsable et que pour les chrétiens il y est à l'origine d'une mission spécifique[8]. Il ne s'agit

8. « Ce n'est pas par hasard que la société industrielle est née au sein de la civilisation chrétienne et non de civilisations très évoluées, telles que celles de la Chine ou de l'Islam. Sans prétendre analyser un tel phénomène, on peut penser qu'il est lié aux deux apports décisifs du christianisme : le principe d'égale dignité des hommes et le principe du salut individuel. Tous les hommes sont égaux devant Dieu : le maître et l'esclave, le roi et le sujet, l'homme et la femme. Ce principe devait progressivement détruire l'ordre économique et social peu efficace fondé sur l'esclavage et plus généralement saper les institutions concernant l'homme comme objet. L'homme, tous les hommes deviennent le but de la société ; et la satisfaction des besoins de tous les hommes doit devenir le but de l'économie. En conséquence, est reconnue une certaine dignité du travail, qui était niée dans les sociétés antiques. Chaque homme est responsable de son salut : voici un deuxième principe nouveau qui s'oppose à la fois au collectivisme tribal des sociétés primitives et au salut par la cité de l'Antiquité. Il affirme l'autonomie et la responsabilité de la personnalité de chaque homme. Par là, il invite chacun à l'initiative, au dépassement, il porte en germe l'esprit de recherche et l'esprit d'entreprise » (O. GÉLINIER, *Morale de l'entreprise et destin de la nation,* p. 127-128). Ce raccourci historique appellerait de nombreuses remarques ; il a l'inconvénient de télescoper les plans et il n'échappe pas à un certain concordisme, mais ses intuitions essentielles sont justes.

Max WEBER et TAWNEY se sont attachés à mettre en relief le rôle moteur de l'éthique protestante, qui a légitimé l'acquisition des richesses par la prédestina-

pas de changer quoi que ce soit dans l'Evangile, mais d'en dégager soigneusement ce qu'il a d'essentiel — ou, si l'on veut, d'invariant — du revêtement historique dans lequel il a été signifié et de le projeter sous notre propre responsabilité dans une situation historique nouvelle, où il doit devenir un ferment pour l'orienter et la remodeler suivant l'esprit de Jésus-Christ. Ne serait-ce pas une chance de mieux découvrir ses véritables intentions ?

La *charité,* par exemple, exigence éthique fondamentale de l'Evangile ! Relions-la à deux des valeurs les plus caractéristiques de la société industrielle. Et nous découvrirons alors avec émerveillement son dynamisme et sa modernité. Nous verrons qu'elle est essentiellement à la fois créativité et efficacité confiée à notre responsabilité et à notre invention. Dans le passé, on ne pouvait pas le comprendre aussi bien.

N'en serait-il pas de même de la pauvreté, de cette *âme de pauvre* que préconise la première Béatitude de saint Matthieu (*5, 2*), où certains exégètes ne sont pas loin de voir une atténuation de l'exigence originaire ? Ce n'est plus d'abord sur la pauvreté matérielle qu'on mettra l'accent, bien qu'on ne doive pas l'oublier, mais sur l'ouverture totale de l'esprit et du cœur à Dieu et au prochain et sur la disponibilité à un partage effectif avec tous : ce qui est, en définitive, beaucoup plus exigeant et bien plus fécond pour la communauté humaine. Avoir une âme de pauvre, c'est créer de la richesse pour les pauvres et avec eux. C'est aussi une attention toute spéciale aux laissés pour compte de la société industrielle. N'est-ce pas ainsi retrouver le sens profond de l'Evangile qu'on avait trop matérialisé ou interprété d'une façon individualiste ?

La prise de conscience de la charité et de la pauvreté évangéliques doit désormais conduire à une éthique et à une politique de croissance économique qui soient d'inspiration chrétienne. C'est ce que l'Eglise doit proposer aux chrétiens et aux hommes de la société industrielle : par ses laïcs engagés dans tous ses rouages aussi bien

---

tion, et l'importance du fait que Calvin a dénoncé la prohibition du prêt à intérêt. SOMBART a plutôt souligné le rôle des Juifs dans la création de la mentalité capitaliste. L'ouvrage de M. WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme,* est particulièrement célèbre. La morale puritaine aurait été génératrice de développement économique, tandis que le système éthique de la Contre-Réforme catholique aurait été la cause de la lenteur de l'industrialisation des pays latins. Tout récemment, on pouvait lire dans une revue : « La supériorité de la philosophie anglo-saxonne à base de protestantisme sur la philosophie latine, catholique et juridique, continuera longtemps encore d'avantager les pays du nord de l'Europe. Elle est l'une des clés du dynamisme allemand » (*Entreprise,* n° 754, p. 82). Il y aurait beaucoup à dire sur la thèse wébérienne et d'autres du même genre. Elle exprime certainement quelques idées justes, mais il faudrait y apporter beaucoup de nuances et la contester sur bien des points. Ce qui est certain, c'est que l'Evangile bien compris conduit au dynamisme de la charité que nous avons essayé de faire pressentir.

que par ses théologiens et ses évêques : plus exactement, par la collaboration de tous. Cela suppose une conscientisation tant au sens profond de l'Evangile qu'au phénomène même de la croissance économique. Nous aboutirons ainsi à ce que nous pourrions appeler : une *dynamique chrétienne de la croissance économique.*

Ce que nous connaissons déjà de l'enseignement social de l'Eglise nous montre qu'il y existe des jalons sérieux pour une telle dynamique. Nous ajouterons seulement quelques *notations sur quatre points essentiels* : la notion même de croissance économique, l'entreprise moderne, la mutation de l'agriculture et l'Etat de la société industrielle.

Les textes explicitement consacrés par les documents du Magistère à la *croissance économique* illustrent bien ce que doit être l'attitude de l'Eglise par rapport aux réalités humaines : approbation d'un phénomène extrêmement positif en lui-même et contestation de ses ambiguïtés concrètes.

L'approbation de « ce gigantesque effort par lequel les hommes, tout au long des siècles, s'acharnent à améliorer leurs conditions de vie » est chaleureuse. Vatican II estime qu'il correspond au dessein de Dieu. Se référant aux premiers chapitres de la *Genèse,* le Concile fait remarquer que l'homme, *image* du Créateur a, en effet, reçu de lui la mission de soumettre la terre et tout ce qu'elle contient. L'effort qu'il accomplit en vue de la maîtrise et de l'utilisation à son profit des ressources de l'univers avec toutes les potentialités de son intelligence et de sa volonté est ainsi, en définitive, glorification de Dieu et obéissance à son commandement (*GS* 34, § 1). Nous sommes aux antipodes de ces morales de résignation passive et de crainte de toucher à des domaines inviolables de la nature — morales qui relevaient, en réalité, de la mythologisation et du fatalisme païens. La conséquence, pour le Concile, est qu'« il faut encourager le progrès technique, l'esprit d'innovation, la création et l'extension d'entreprises, l'adaptation des méthodes, les efforts soutenus de tous ceux qui participent à la production, en un mot tout ce qui peut contribuer à cet essor » (*GS* 64) : toutes caractéristiques, remarquons-le, d'une dynamique de la croissance économique.

La contestation est non moins vigoureuse. Paul VI indique bien l'esprit d'ouverture au tout de l'homme et à tous les hommes, notamment aux plus pauvres, qui doit l'animer :

> Nous pensons, écrit-il, que la libération intérieure produite par l'esprit de la pauvreté évangélique rend plus sensible et plus capable de comprendre les phénomènes humains liés aux facteurs économiques, quand il s'agit, soit de porter sur la richesse et sur le progrès dont elle peut être l'origine l'appréciation juste et souvent sévère qu'elle mérite, soit d'ac-

> **corder à l'indigence l'intérêt le plus attentif et le plus généreux ; soit,** enfin, de désirer que les biens économiques ne soient pas source de luttes, d'égoïsme, d'orgueil parmi les hommes, mais soient appliqués par les voies de la justice et de l'équité au bien commun et, par le fait, plus providentiellement distribués (*Ecclesiam suam* 57).

Deux *critères essentiels* doivent orienter une croissance économique responsable. Le premier est celui que nous venons de mentionner : le service du tout de l'homme et de tout homme :

> Le but fondamental d'une telle production n'est pas la seule multiplication des biens produits, ni le profit ou la puissance ; c'est le service de l'homme : de l'homme tout entier, selon la hiérarchie de ses besoins matériels comme des exigences de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle et religieuse ; de tout homme, disons-nous, de tout groupe d'hommes, sans distinction de race ou de continent (*GS* 64).

Voilà l'antithèse exacte du matérialisme et de l'égoïsme étroit de la société de consommation, telle que nous la connaissons, et le retournement radical qui la transformerait en une société d'abondance pour tous les hommes.

Le second critère est que la croissance économique doit demeurer sous le contrôle de l'homme : c'est-à-dire, d'après Vatican II, non pas sous celui d'une minorité, mais du plus grand nombre possible d'hommes — notamment avec l'accession des travailleurs au pouvoir économique —, en combinant, suivant un équilibre à reconstruire sans cesse, l'initiative privée et l'initiative et le contrôle du pouvoir politique (*GS* 65). La complexité de cette formule synthétique due à la juste complexité des directives conciliaires elles-mêmes est significative de cette approche directe de la réalité, qui veut l'envisager dans son intégralité, en marquant nettement ses distances par rapport à l'unilatéralité antithétique du capitalisme et du communisme.

Deux terrains d'application sont spécialement envisagés : la politique de l'emploi et la réforme de la propriété.

En ce qui concerne la *politique de l'emploi,* dans le cadre précis de la société industrielle, les directives ecclésiales mentionnent explicitement les difficiles problèmes de l'automation (*GS* 66, § 3), des investissements et de la question monétaire (*GS* 70). Leur souci prédominant est que les choix technologiques et financiers soient dictés par la préoccupation de procurer à toute la population active des emplois épanouissants et convenablement rémunérés et d'empêcher que les mutations indispensables n'entraînent des conséquences injustes pour certaines catégories.

Quant à la *réforme de la propriété,* c'est bien aussi par rapport **aux caractéristiques propres de la société industrielle qu'elle est en-**

visagée par *Mater et Magistra* (105-112) et *Gaudium et spes* (71). On y trouve explicitement formulée la distinction entre le rôle de la propriété et celui de la technostructure dans la grande industrie (*MM* 105) et, d'une façon plus générale, celle qu'il faut établir entre la propriété et le pouvoir (*GS* 71, § 1) ; on y voit reconnue la prépondérance que la science et la technologie ont désormais conférée aux capacités professionnelles (*MM* 107). La propriété privée n'est donc plus présentée isolément, mais connectée au pouvoir économique et à la compétence professionnelle. Si elle est affirmée comme un droit de l'homme, même sur les moyens de production, c'est à la condition qu'elle soit distribuée parmi toutes les classes sociales (*MM* 114 - 116) et qu'elle remplisse effectivement une fonction sociale (*MM* 120-122 ; *GS* 71, § 5) : ce qui entraîne logiquement le contrôle de l'Etat pour empêcher les accaparements égoïstes ou inintelligents qui paralysent la croissance économique et à fortiori interdire l'exploitation injuste des travailleurs. L'accent, qui est ainsi mis traditionnellement sur l'indispensable fonction sociale que la propriété privée doit remplir pour être légitime, est de la plus grande importance ; de même le rôle attribué à la propriété comme exigence éthique de libération par rapport aux aliénations qui menacent l'homme et de promotion personnelle (*MM* 110 ; *GS* 71, § 2). A ce point de vue, elle est un barrage important, quoique insuffisant, — qu'on se rappelle le nazisme ! — contre l'emprise du totalitarisme. Qu'on n'oublie pas, par ailleurs, l'exploitation économique du capitalisme, qui est lui aussi une aliénation de la liberté ! Le langage ecclésial suppose que la propriété privée réalise ses promesses ; mais il n'empêche pas — bien au contraire, il exige — qu'on se pose la question : est-ce toujours le cas [9] ?

Le droit de propriété privée des moyens de production, tout en étant fermement maintenu, est ainsi très nettement relativisé par

---

9. *Léon Blum avait proposé « de s'attaquer à la notion de la propriété capitaliste* dans son caractère essentiel, c'est-à-dire dans son caractère de transmission héréditaire indéfinie ». L'idée vient d'être reprise par J.-J. SERVAN-SCHREIBER et M. ALBERT. Ils proposent de distinguer entre les héritages familiaux ordinaires, qui seraient totalement exonérés de droits de succession, et la transmission héréditaire des fortunes proprement dites, qui serait pratiquement supprimée. Le produit des droits de succession devrait être affecté à des œuvres de santé et de culture (*Ciel et terre*, p. 117-123). Ces propositions révolutionnaires méritent une réflexion attentive, car elles s'efforcent de résoudre un problème important. La transmission héréditaire des grosses fortunes heurte effectivement la conscience de beaucoup de nos contemporains. Nous reconnaissons que le problème est complexe et qu'il faut se méfier des solutions simplistes. Mais gagne-t-on à le laisser pourrir ? La question la plus fondamentale est la suivante : peut-on légitimer de telles fortunes personnelles, *surtout quand elles se sont constituées, rapidement ? Nous préférons laisser* ici la question ouverte... la lettre de la loi a peut-être été respectée, mais la morale ?

rapport à l'exigence primordiale d'une dynamique de croissance économique pour tous. Et cela d'autant plus que le rôle de l'Etat comme promoteur de l'économie, sans en être lui-même en principe le réalisateur immédiat, est bien mis en relief. En particulier, il lui est explicitement reconnu le droit de transférer des biens privés dans le domaine public, lorsque le bien commun l'exige : ce que le droit français appelle l'expropriation pour cause d'utilité publique[10]. Les nationalisations en sont une catégorie particulière. Ce nom désigne la transformation d'entreprises privées ou de secteurs entiers d'entreprises privées en entreprises publiques appartenant à l'Etat et placées sous sa direction. De telles opérations ont été fréquemment effectuées dans divers pays à l'époque contemporaine, par exemple, pour les fabrications de guerre, les transports aériens, les houillères et charbonnages, les banques et les assurances. En dépit des subtilités de nombreux théoriciens, il s'agit, en réalité, chaque fois, d'une véritable étatisation. La doctrine ecclésiale n'y est pas opposée en principe, comme nous venons de le voir, mais elle considère plutôt la solution comme exceptionnelle, de peur qu'on n'aboutisse à une généralisation sans contrepoids de l'étatisation, avec le risque de la sclérose autant que de la dictature totalitaire. L'expérience montre bien, en effet, qu'il faut éviter d'en faire une panacée. L'Etat peut effectivement contrôler et orienter l'économie par d'autres moyens aussi efficaces que la nationalisation proprement dite et souvent plus favorables au dynamisme de la croissance économique. On s'en rend mieux compte à présent.

On le voit, ces directives sont loin d'être rigides : à partir d'elles, on pourrait imaginer toutes sortes de modulations concrètes. Ce qui compte pour l'Eglise, c'est une dynamique de croissance économique pour tous, ainsi que la recherche de la socialisation dans la liberté. Ce qu'elle souhaite pour leur concrétisation, c'est une expérimentation à la fois audacieuse et équilibrée, où l'on se garde soigneusement du dogmatisme, quel qu'il soit.

*
* *

Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises de la *conception de l'entreprise* proposée par les documents ecclésiaux. Nous nous contenterons de souligner ici la modernité de celle de Jean XXIII. C'est bien à l'*entreprise moderne* qu'il s'adresse : ou plutôt c'est elle qu'il veut rendre moderne en vérité, dans son esprit profond, par delà la modernité de sa technologie et de son organisation. Elle doit

10. *Quadrag. Ann.* 123 : *AAS*, 1931, 213 ; Pie XII, 11 mars 1945 : *AAS*, 1945, 71 ; 7 mai 1949 : *Doc. Cath.*, 1949, 715 ; *MM* 117 ; *GS* 71 § 6.

devenir une association de personnes travaillant ensemble à une œuvre commune (*MM* 93-94). N'est-ce pas seulement ainsi que les travailleurs seront traités comme des collaborateurs à part entière et non comme des robots ? Que leur travail restera leur au lieu de devenir une marchandise aliénée ? Ils doivent être considérés comme des éléments responsables (*MM* 94) et il faut favoriser la mise à jour et le progrès constants de leur culture et de leur qualification professionnelle (*MM* 95). Sans que l'unité de direction soit mise en question, — condition indispensable d'efficacité —, ils doivent participer à l'exercice du pouvoir (*MM* 83-94). Une ambiance humaine doit être créée, faite de respect, d'estime, de compréhension, de collaboration active et loyale (*MM* 94-97). C'est avec raison que l'encyclique ne préconise pas une ambiance familiale, comme le voudraient certains esprits bien intentionnés, mais peu éclairés. Le travailleur moderne ne demande pas que l'entreprise reconstitue artificiellement la serre chaude d'une famille. Ce serait fausser toutes ses relations avec ceux qu'il y rencontre et y introduire un style paternaliste dont il souffrirait. Son épanouissement dans le travail passe par la protection de son intimité personnelle. L'esprit qui doit caractériser tous les membres de l'entreprise, c'est l'esprit de service (*MM* 94) : à l'égard de l'entreprise elle-même, des autres membres, des clients, de toute la communauté humaine à laquelle on procure les objets ou les services dont elle a besoin. Pour qu'il en soit ainsi, il faut évidemment que les travailleurs s'y sentent partie prenante, et non pas des étrangers, encore moins des exploités.

Jean XXIII ne propose pas de modèles pour concrétiser ces directives : ce n'était pas son rôle. Mais comment ne pas voir que l'orientation qu'il traçait répond pleinement aux besoins de l'entreprise moderne (*MM* 95) ? En la proposant, il était vraiment dans le rôle d'éducation des consciences qui appartient au magistère ecclésial. L'expérience de la vie des entreprises va, d'ailleurs, dans ce sens : la lecture, par exemple, de l'ouvrage de P.-F. Drucker, *La pratique de la direction des entreprises*, est significative. Ce qui manque encore trop à la technostructure, c'est d'être suffisamment moderne, c'est-à-dire de voir que le facteur humain est le plus important de tous ceux qu'elle met en œuvre : ce qui suppose toujours que les travailleurs soient traités comme des personnes, comme des éléments à part entière de l'entreprise. Les directives de *Mater et Magistra* correspondent aussi fort bien aux requêtes si justement exprimées par Ph. Laurent, dans son article *Pour une nouvelle morale de l'entreprise* [11] : « En mettant l'accent sur la globalité de l'entreprise, sa

11. Dans *Projet*, 1969, p. 1033-1048. Nos citations se trouvent pp. 1035 et 1036. — Cfr C. Brockmöller, *Civilisation industrielle et religion*, trad. fr. Paris-

vie et son développement — avant de considérer les droits des parties — on souligne sa fonction sociale prioritaire ... La nouvelle perspective morale va donc privilégier l'unité et le potentiel d'action que représente l'entreprise ». On notera de même les remarques de l'encyclique sur le passage d'une morale de la survie à une morale de la croissance, avec l'accent sur la créativité et le service, ainsi que ses suggestions sur l'élaboration d'une éthique fonctionnelle, d'une morale prévisionnelle et d'une éthique de la communication. C'est bien le genre d'éthique dont a besoin notre société industrielle.

*
* *

Les directives de Jean XXIII sur la *mutation de l'agriculutre* (*MM* 124-156) sont d'une modernité peut-être encore plus éclatante. La description des faits et la position du problème sont présentées avec une remarquable netteté.

Les faits sont les suivants : diminution de la main-d'œuvre agricole, en raison du progrès technologique ; exode des populations rurales vers les agglomérations et les centres urbains, pour des raisons multiples ; caractère déprimé du secteur agricole (*MM* 125).

> Comment faire pour comprimer le déséquilibre de la productivité entre secteur agricole d'une part, secteur industriel et des services d'autre part ; pour que le niveau de vie des populations rurales s'écarte le moins possible du niveau de vie des citadins qui tirent leurs revenus d'un secteur industriel ou du secteur des services ; pour que les agriculteurs n'aient pas un complexe d'infériorité ; qu'ils soient convaincus au contraire que, dans le milieu rural aussi, ils peuvent affirmer et développer leur personnalité par leur travail et considérer l'avenir avec confiance (*MM* 126) ?

Tel est le problème complexe, à la fois technique et humain, qui se pose aujourd'hui pour l'agriculture des pays développés. C'est celui de son insertion, par ses objectifs et ses méthodes, dans les rouages spécifiques de la société industrielle. La solution est évidemment à chercher à la fois dans l'action des agriculteurs et dans celle de l'Etat, les deux parties collaborant étroitement à la réalisation de l'indispensable mutation. Les agriculteurs sont les premiers concernés. C'est d'eux qu'il s'agit et c'est eux qui doivent prendre en main leur propre avenir. Ce qui suppose qu'ils regardent les problèmes en face et qu'ils ne craignent pas de sortir des sentiers battus, — deux qualités caractéristiques des hommes responsables de la société industrielle. Du point de vue organisationnel et technologique, les

---

Tournai, 1968 ; J. Thomas, *L'Eglise et la société industrielle*, dans *Etudes*, 1969, p. 409-421.

mutations doivent porter sur les techniques de production, le choix des cultures et les structures des entreprises (*MM* 129). L'adaptation structurelle de l'entreprise agricole est décisive[12]. Ainsi que l'entreprise industrielle, elle doit être pensée comme une association de personnes (*MM* 145). Il est significatif que l'encyclique ne fasse pas une apologie inconditionnée de l'entreprise familiale et qu'elle en indique les conditions exigeantes de viabilité (*MM* 146).

Il faut de grandes qualités aux agriculteurs pour qu'ils soient à même d'opérer une mutation d'une telle ampleur : notamment le sens de la responsabilité et l'esprit d'entreprise. Ils seront stimulés par la conscience de la noblesse de leur travail et par la signification qu'ils lui donneront d'une vocation et d'une mission (*MM* 148, 149, 153). Il leur faut un sens aigu de la solidarité et de la collaboration, surtout dans un secteur restant basé sur l'entreprise familiale (*MM* 150). Un réseau d'institutions coopératives variées est au plus haut point souhaitable (*MM* 147). Il leur faut le sens du bien commun (*MM* 150). Qu'ils ne réclament pas, par exemple, une aide étatique qui n'aurait d'autres buts réels que de maintenir des structures de production archaïque et qui serait ainsi une charge inutile, souvent très lourde, pour la communauté globale ! Mais, au contraire, qu'ils demandent à être aidés à réaliser leur modernisation et, pour le trop-plein de la population agricole, à passer, dans des conditions favorables, aux autres secteurs de la production !

Le rôle de l'Etat — souvent responsable dans le passé de graves négligences et de lourdes erreurs par rapport à l'agriculture — est d'élaborer et de réaliser une politique qui rende possible les mutations à un rythme suffisamment accéléré, cela en collaboration étroite avec les agriculteurs eux-mêmes et en évitant le plus possible les drames humains qu'elles risquent de provoquer. L'encyclique insiste, à juste titre, sur le développement des services collectifs, tels que routes, eau potable, instruction élémentaire et formation professionnelle, etc. (*MM* 128), l'établissement d'un régime fiscal, d'une politique de crédit et d'un régime d'assurances et de sécurité sociale adaptés (*MM* 133-139), une politique équilibrée des prix, — ce qui est une visée difficile à mettre en œuvre — (*MM* 140-143), la promotion des industries et des services qui se rapportent au stockage, à la transformation et au transport des produits agraires (*MM* 144) et l'effort nécessaire pour réduire les déséquilibres entre les différentes régions d'un même pays (*MM* 154-156).

Toutes ces directives forment un ensemble d'une grande valeur, par lequel la plus haute autorité de l'Eglise, en restant pleinement dans son rôle d'expert en humanité, donne tout son appui aux efforts

---

12. Cfr P. VIAU, *L'agriculture dans l'économie*, 2e édit., Paris, 1969.

accomplis de divers côtés pour résoudre humainement un problème qui est l'un des plus ardus de la société industrielle à son stade actuel : ce qui exige d'abord la conscientisation de l'opinion publique — et avant tout des agriculteurs — par rapport à ses données réelles et aux orientations fondamentales répondant aux vrais besoins d'une agriculture accédant à la société industrielle[13].

*
* *

Quant à l'*Etat de la société industrielle,* il ne peut être authentiquement que démocratique, car la démocratie est le seul système politique où l'homme ne soit plus un sujet, mais un citoyen, c'est-à-dire un acteur responsable de la vie globale de la communauté. Ce qu'il doit être en tant que travailleur, comment ne le serait-il aussi comme membre d'une communauté politique ? Il possède — ou il peut posséder — la culture et les informations suffisantes pour remplir ce rôle. Et la science moderne de l'organisation est capable de mettre en œuvre la convergence des intentions de millions d'êtres humains. La dictature nazie n'a été qu'une déformation pathologique, sécrétée par des mythes, et la dictature soviétique est la survivance archaïque d'un système autocratique, dans un pays qui n'a jamais fait l'expérience de la liberté.

Sans s'exprimer en termes aussi catégoriques, la prise de position de l'Eglise contemporaine va très nettement dans ce sens[14]. Il n'y a aucun doute à avoir : elle préconise une organisation politique répondant aux caractéristiques de la démocratie : c'est-à-dire un régime de type dialogué, avec des structures de dialogue tout autant que des structures de commandement. Elle veut de l'ordre, de la discipline, un pouvoir fort : ce qui ne signifie aucunement un gouvernement autoritaire, mais une organisation cohérente, comprise et acceptée par les citoyens à la fois comme la sauvegarde de leur liberté et la condition de leur promotion communautaire. Et elle a raison, car l'anarchie est aussi destructrice de l'homme que la dictature.

Nous l'avons vu, les documents ecclésiaux récents insistent sur le rôle croissant de l'Etat, dans la société industrielle, en vue de la réalisation de l'indispensable croissance économique. Il est défini par *Mater et Magistra* comme une action d'orientation, de stimulation, de suppléance et d'intégration, interprétée suivant le fameux principe de subsidiarité de Pie XI : c'est-à-dire, non pas, d'abord, comme

13. Cfr le *plan Mansholt,* du 10 décembre 1968, pour l'Europe des Six, et, pour la France, le *rapport Vedel,* de 1969.

14. Pie XII, 24 déc. 1944 : *Actes* édit. Bonne Presse, VI, 270 ; Jean XXIII, *Pacem in terris,* 46-79 ; Paul VI, 31 janv. 1964 : *Doc. Cath.,* 1964, 293 ; *GS* 75.

une substitution par rapport à des initiatives défaillantes, mais essentiellement comme une stimulation de l'activité des individus et des groupes de tous genres (54). L'encyclique poursuit : « les pouvoirs publics, responsables du bien commun, ne peuvent manquer de se sentir engagés à exercer dans le domaine économique une action aux formes multiples, plus vaste, plus profonde, plus organique ; à adapter aussi à un tel but structures, compétences, moyens et méthodes (55)». N'est-ce pas définir la planification, même sans en employer le mot, — qui se trouve explicitement dans *Gaudium et spes* (5, § 2) — et y est très heureusement accolé à la prospective ? A son sujet, les directives ecclésiales donnent, en fait, la préférence à un caractère indicatif ou incitatif, parce qu'il respecte davantage la liberté. Mais elles admettraient certainement le caractère impératif de la planification, chaque fois que les exigences du bien commun le réclameraient.

L'Etat de la société industrielle doit constamment se rappeler que sa plus grande chance est la promotion de la liberté et de l'initiative de tous (*MM* 56). C'est une condition indispensable pour que la croissance économique devienne la croissance de tout l'homme et de tous les hommes.

*
* *

Nous avons seulement voulu esquisser les problèmes nouveaux posés à l'Eglise par l'avènement de la société industrielle, le sens de la démarche qui doit être la sienne pour que, dans la vérité de l'Evangile, elle y accomplisse sa mission prophétique de discernement, de contestation et d'orientation, ainsi que la réponse qu'elle a commencé d'élaborer sur quelques points essentiels.

Pour elle, il s'agit d'un style nouveau : celui du dialogue fraternel. Mais Jésus-Christ ne lui en a-t-il pas donné l'exemple parfait, signifié par sa douceur et son humilité, dont la plupart du temps on n'a pas su voir le véritable sens ? Elle se trouve devant la tâche gigantesque d'élaborer une morale de croissance économique d'inspiration évangélique. Elle ne peut se contenter de répéter les textes sacrés. Il faut qu'elle les projette dans une réalité entièrement nouvelle par rapport à leur milieu originel et que, sous sa propre responsabilité, elle dégage les exigences inédites qu'ils y font germer. Pour cela, elle doit faire preuve, elle-même, d'audace, de courage et de créativité, — toutes qualités caractéristiques de la société industrielle. Mais est-ce que ce ne sont pas, d'abord, des qualités préconisées par l'Evangile et dont il serait facile de retrouver le vocabulaire dans les écrits pauliniens ?

Par une telle démarche, ne découvre-t-on pas, beaucoup mieux que dans le passé, le prodigieux dynamisme de la charité évangélique ?

Il faut tout repenser avec audace. Pour en revenir aux quelques points que nous avions choisis, il faut sortir définitivement de cette conception individualiste de la propriété, héritée de Rome par la bourgeoisie révolutionnaire de 1789 et qui a fait tant de ravages jusqu'à nos jours. Il faut que, partout, l'entreprise devienne une association de personnes, au lieu d'opérer leur sujétion au capital ou à une minorité de dirigeants tout-puissants. On commence seulement à percevoir les conséquences concrètes d'un tel impératif. Il faut à la fois que l'agriculture entre à part entière dans la société industrielle et qu'on y instaure des formules nouvelles, de type néo-artisanal, où l'entreprise familiale pourrait trouver un second souffle, répondant à des besoins diversifiés qui se manifestent toujours plus. Il faut que la démocratie soit l'apanage de tous et non seulement d'une minorité influente. Ce qui n'était pas possible autrefois l'est devenu maintenant.

Si le communisme s'est implanté, c'est parce que le capitalisme n'a pas su répondre aux besoins, aux aspirations et aux possibilités de l'homme de la société industrielle. A son tour il a échoué. Les deux systèmes doivent être contestés radicalement. C'est seulement l'audace de la pensée et de l'action qui permettra de résoudre pour le bien de tous les hommes les problèmes gigantesques auxquels doit faire face notre société industrielle, et de préparer, pour un avenir qui ne devrait pas être trop éloigné, une nouvelle étape, qu'il suffit actuellement d'appeler la société post-industrielle. Sans cela, les pires convulsions seraient à redouter. Quel est celui qui ne voudrait les éviter ?

31 - Toulouse
31, rue de la Fonderie

R. COSTE,
Professeur aux Facultés Catholiques de Toulouse et à l'Université Catholique de Louvain